



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Captages
Administration communale de
Wincrange

Réunion d'information du public

Wincrange

07.03.2019



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Mot de Bienvenue

M. Marcel Thommes, Bourgmestre de Wincrange

Introduction du sujet de la soirée

Mme. Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Présentation du projet des zones de protection des captages d'eau

M. Tom Schaul, Administration de la gestion de l'eau

Perspectives sur la mise en place de catalogues de mesures en ZPS

Mme. Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Discussion



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Introduction

Carole Dieschbourg

Ministre de l'Environnement, du Climat et
du Développement durable

Réunion d'information du public

Wincrange

07.03.2019



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Eau du robinet :



- Denrée alimentaire, « Lebensmittel » ;
- Produit régional ;
- Prix relativement bas comparé à l'eau en bouteille ;
- Contribue à la réduction des déchets ;

THE PRICE WE PAY

Tap water costs about € 0.002 per litre.

Compare that to what you pay for bottled water!

➔ Préservation et amélioration de la qualité de l'eau robinet

Le Service des eaux de la Ville de Luxembourg

Drénkwaasser vs Fläschewaasser

Ein Haushalt bestehend aus 4 Personen trinkt 2 Liter Wasser pro Person pro Tag.

X 365 Tage

= 2.920 Liter / Jahr

Preise im Vergleich

Wasserart	Preis pro Liter	Jährlicher Verbrauch	Jährliche Kosten
Leitungswasser	0,0043 € / Liter	2.920 Liter / Jahr	12,56 € / Jahr
Fläschewaasser	0,52 € / Liter	2.920 Liter / Jahr	1.518,40 € / Jahr

- Man braucht nur den Wasserhahn aufzudrehen
- Konstante Temperatur im Sommer und im Winter
- Es ist immer genau so viel Wasser da wie man braucht
- Es ist billig
- Die Qualität wird regelmäßig und sehr streng überprüft

- Transport oft über mehrere hundert Kilometer
- Plastikverpackung
- Man muss mit dem Auto zum Laden fahren und die Flaschen nach Hause schleppen
- Es muss gekühlt werden
- Man muss zeitig daran denken den Vorrat wieder aufzufüllen
- Es ist teuer
- Es wird nur beim Abfüllen kontrolliert

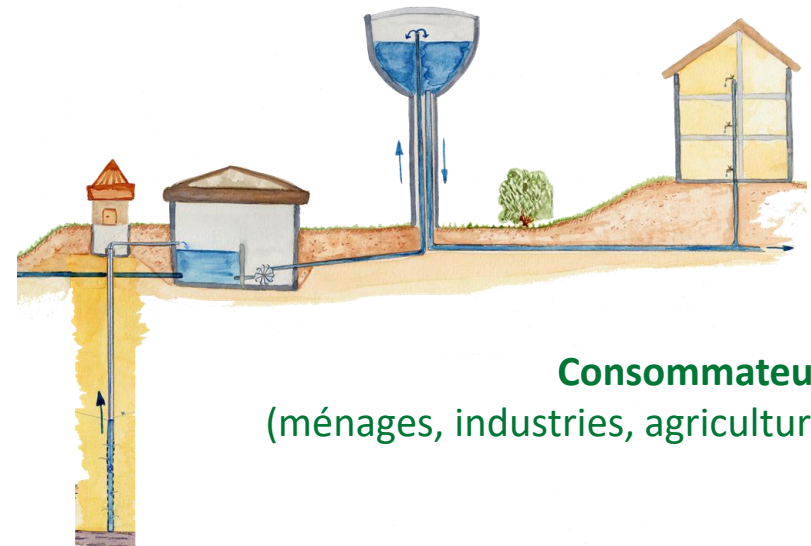
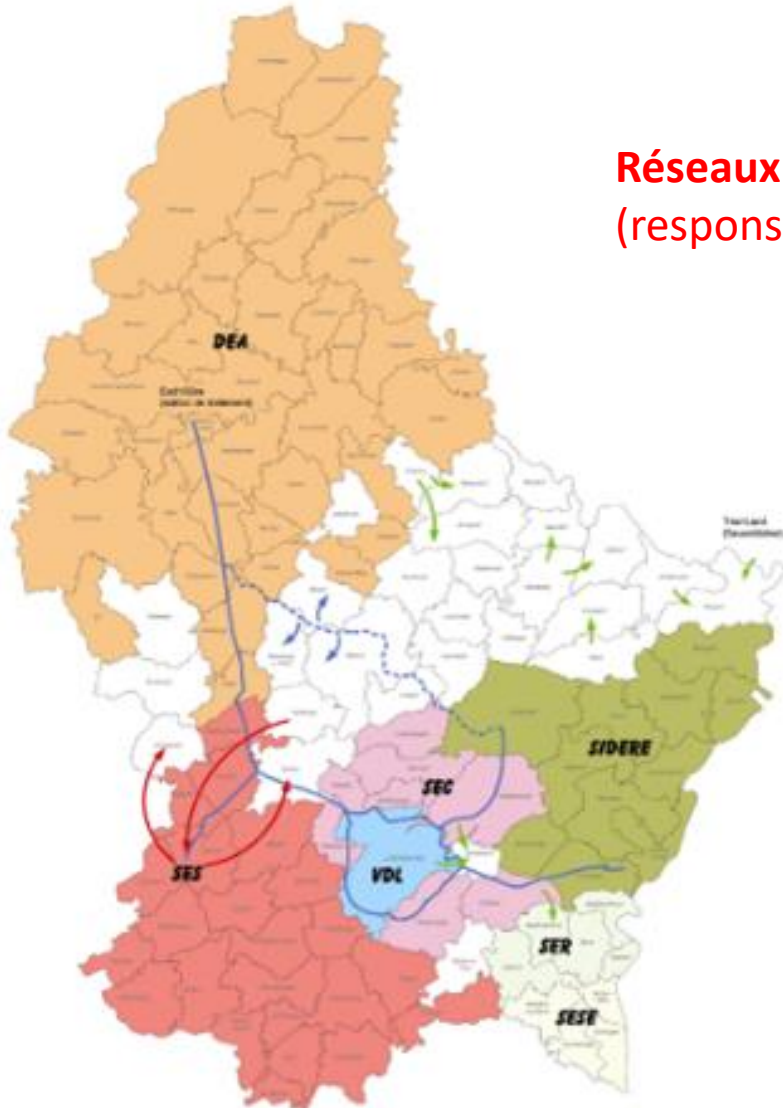
Ersparnis pro Jahr wenn man nur Leitungswasser trinkt:

1.505,84 €



Réseaux de distribution

(responsabilités: communes et syndicats intercommunaux)



Consommateurs
(ménages, industries, agriculture)



Responsabilités des fournisseurs d'eau potable

- Contrôles réguliers et efficaces de la qualité de l'eau ;
- Infrastructures (captages, réservoirs) fiables et conformes ;
- Bon fonctionnement du réseau
(matériel adéquat, réduction des fuites d'eau,...)
- Information du consommateur ;
- Consommations responsables (+ **responsabilité consommateurs**)

The screenshot shows the website for the Water Safety Plan for Luxembourg (Luxwsp). The header includes a navigation bar with 'Home' and 'Funktionen' (Functions) and a search icon. The main banner features a blue background with water splashes and the text 'Luxwsp' in large letters. A yellow speech bubble contains the quote: '„Proppert Drinkwaasser zu all Moment...“'. Below the banner, the text 'Water Safety Plan für Luxemburg' is displayed. The footer contains four main navigation icons with corresponding labels and descriptions:

Anlagen	Fragebogen	Risikobehandlung	Auswertung
Verwalten Sie einfach Ihre Anlagen	Beantworten Sie Fragen zu Ihren Anlagen	Führen Sie eine Risikoabschätzung durch	Sehen Sie Ihre durchzuführenden Maßnahmen auf einen Blick

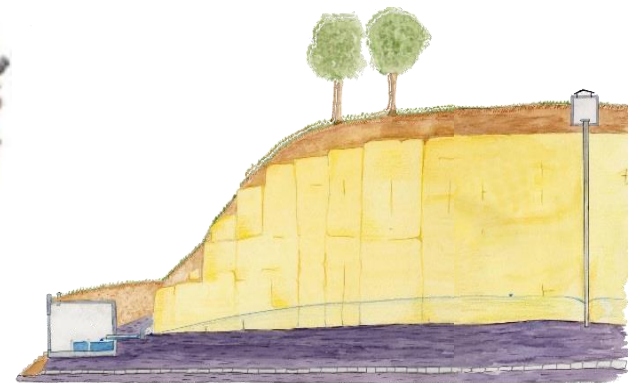
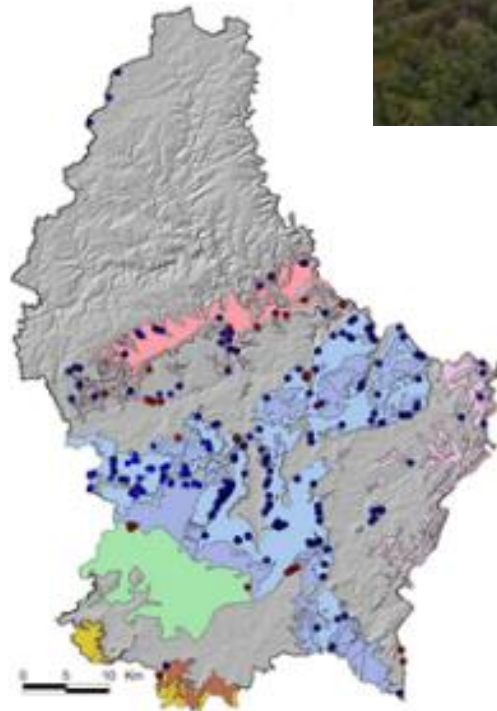


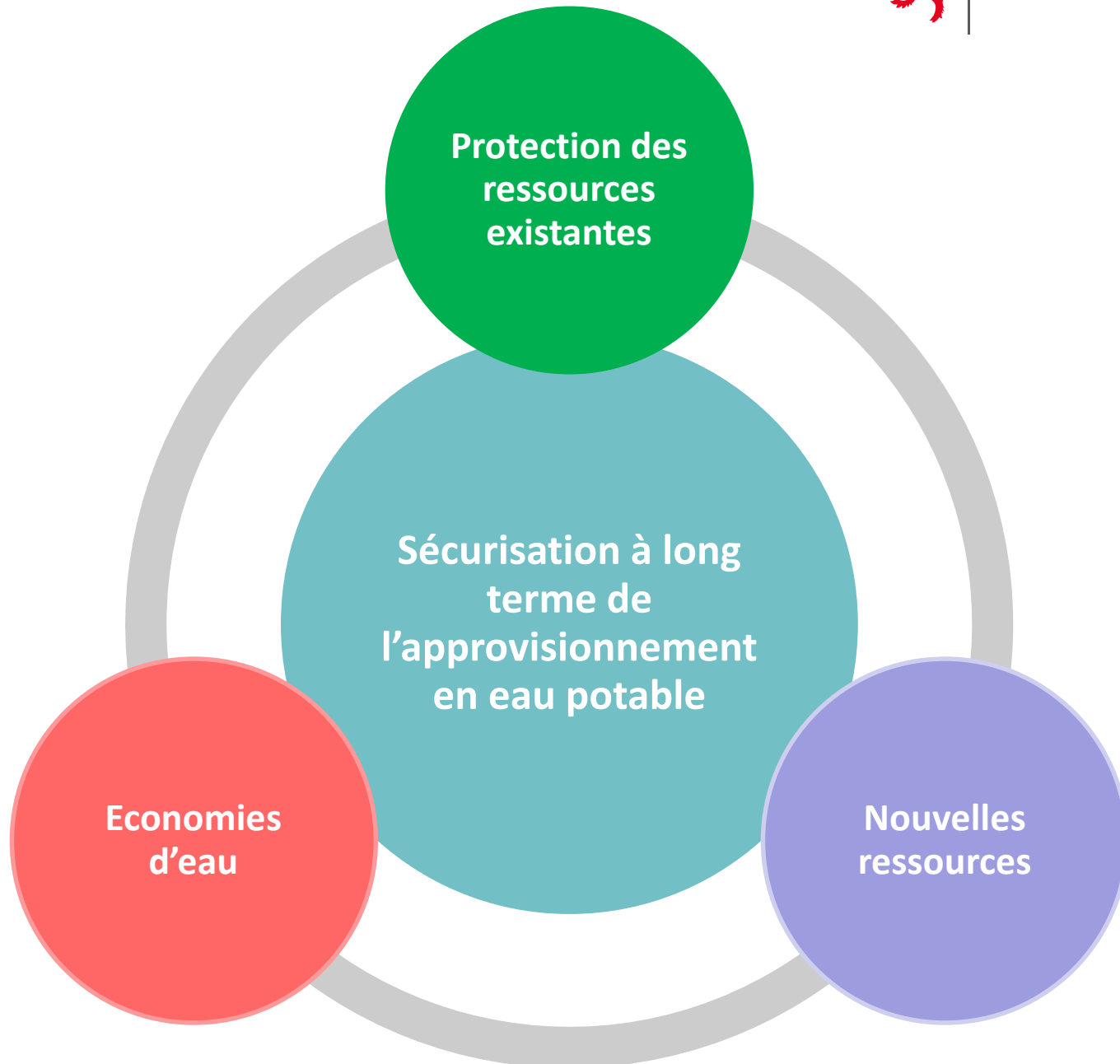
Au niveau national:

- 50 % **eau de surface** (traitée)
du Lac de la Haute Sûre



- 50% **eau souterraine**







Protection des ressources existantes

→ Protection

a) **curative** : amélioration de la qualité de l'eau,

b) **préventive** : éviter une détérioration de la qualité de l'eau.

→ Remise en service de captages hors service

Captages d'eau souterraine pour un débit journalier équivalent à **75.000 personnes** sont hors service en raison de la **mauvaise qualité de l'eau**

→ Amélioration de la qualité des cours d'eau et biotopes





Protection des ressources existantes

→ Traitement de potabilisation de l'eau :

- ☹️ Augmentation du prix de l'eau (0,3 à 0,5 €/m³),
- ☹️ Compétences techniques spécialisées requises,
- ☹️ Impact sur l'environnement (rejets).



→ Limiter les traitements :

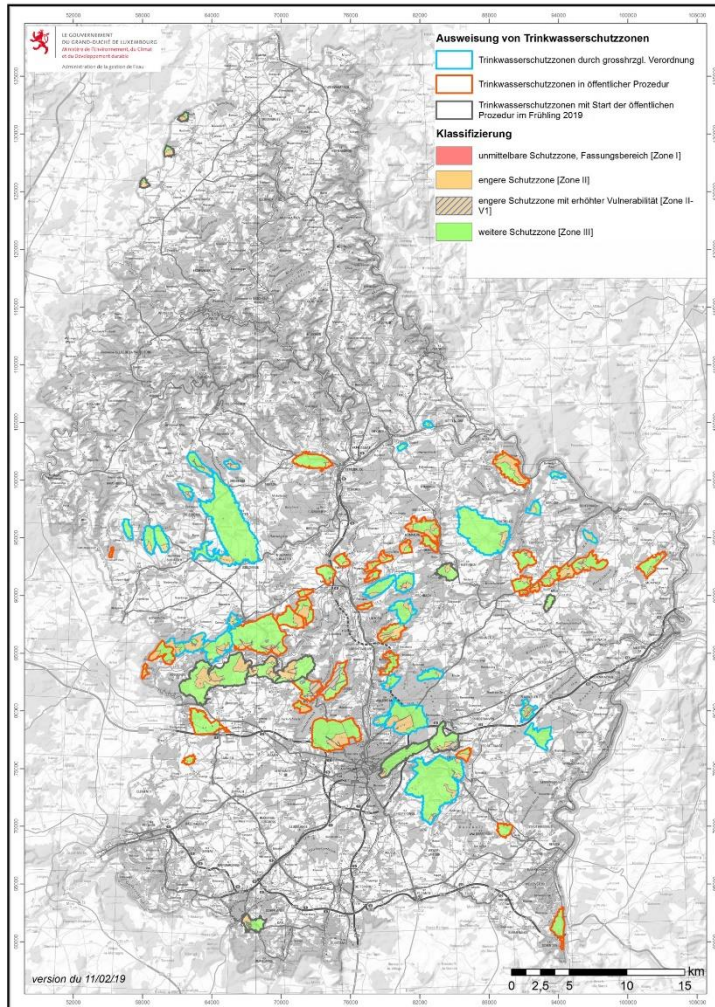
- a) en attendant les effets de la protection curative de qualité de l'eau

Polluants dans les eaux souterraines : temps de séjour de plusieurs années

- b) à terme: uniquement traitement eaux de surface et ressources eaux souterraines très vulnérables



Protection des ressources existantes



Mise à jour: 15/02/2019

Créer un cadre législatif pour les zones de protection (règlements grand-ducaux)

22 règlements grand-ducaux (RGD),

21 projets de RGD (procédure publique en cours),

8 projets de RGD (procédure publique lancée en mars/avril).

80 % des captages d'eaux souterraines sont protégés ou en procédure de protection



F,21a



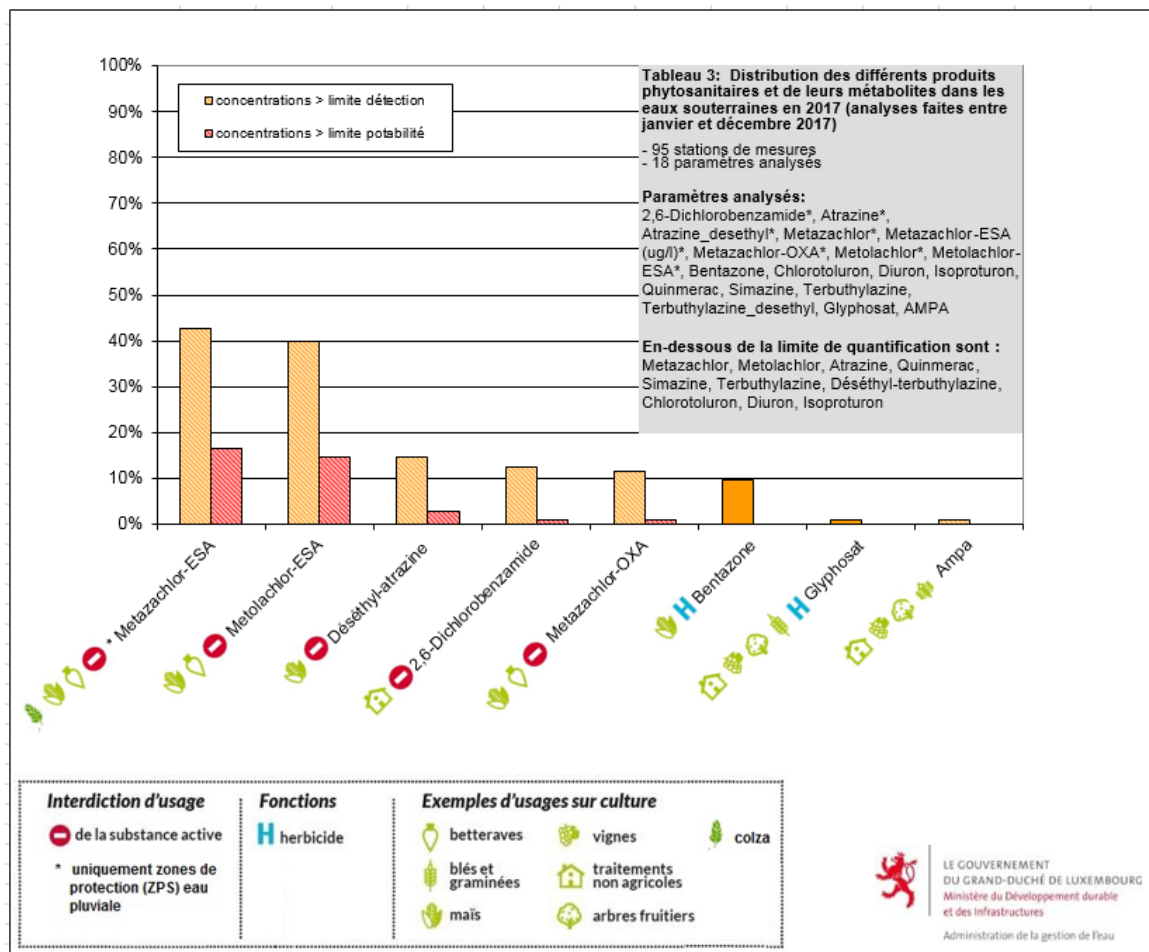
F,21aa



Protection des ressources existantes

➤ Interdiction d'utilisation de métolachlore et métazachlore en 2015

(métabolites métolachlore-ESA et métazachlore-ESA fréquemment présents dans l'eau potable)





Protection des ressources existantes

Gestion proactive dans la mise en œuvre des zones de protection :

But: **Implication des acteurs/occupants du sol** en vue d'une prise de conscience

« Aufbau einer **Trinkwasserschutzkultur** »

- ➔ **Elaboration d'un programme de mesure contenant :**
 - **mesures volontaires** éligibles à un co-financement par l'Etat ;
 - **collaborations régionales** entre fournisseurs d'eau potable et tous les acteurs ;

- ➔ **Modification de la loi sur l'eau** pour permettre notamment un subventionnement du secteur agricole par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE) ;

- ➔ **Projets-pilotes** (SEBES (LAKU), SES, DEA, VdL, Mullerthal,...) financés en intégralité par le FGE.



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Captages
Administration communale de
Wincrange

Tom Schaul (AGE)

Réunion d'information du public

Wincrange

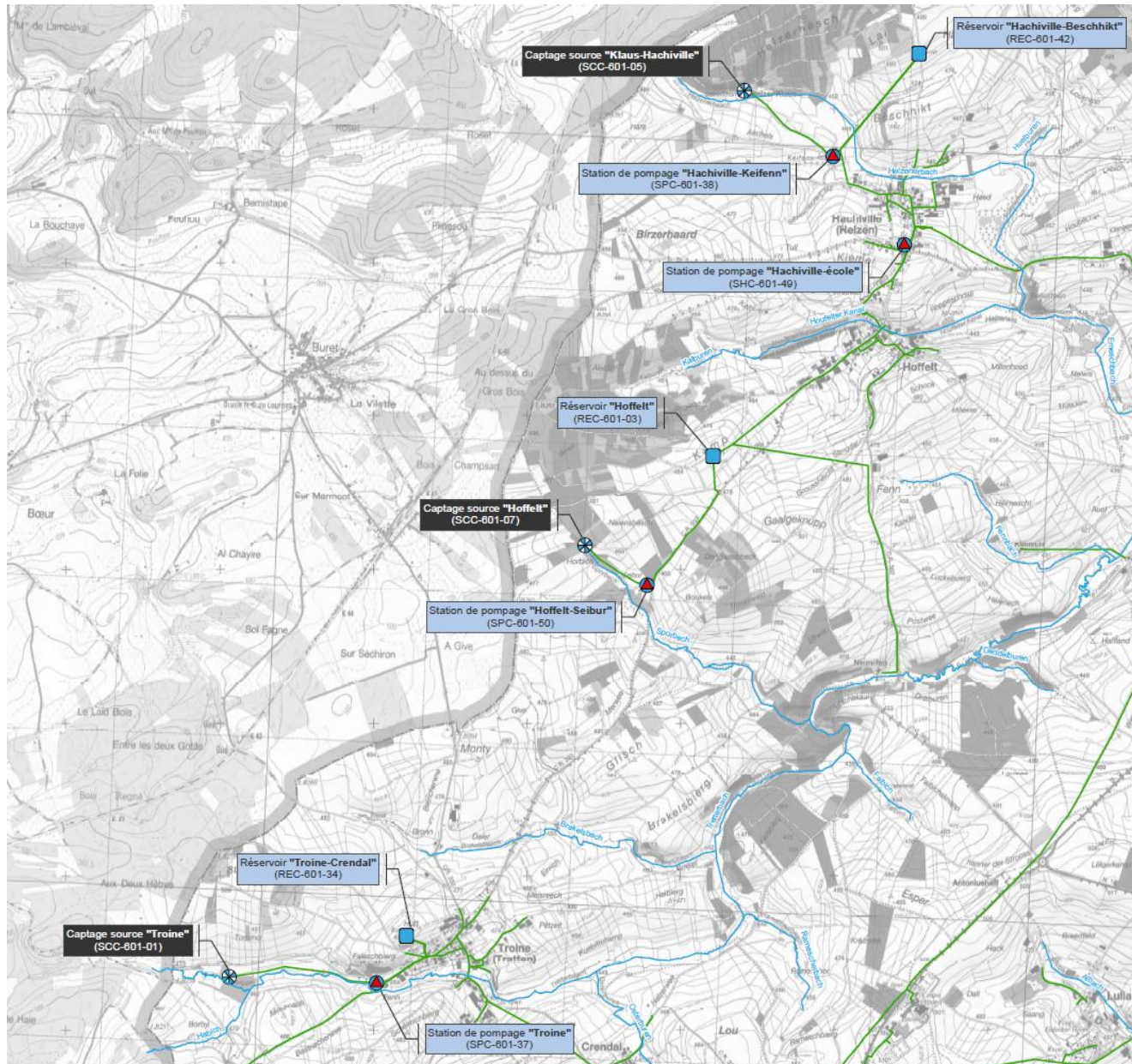
07.03.2019



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



1. Les ressources en eau souterraine
2. La qualité de l'eau potable
3. Les zones de protection
4. Les mesures de protection
5. Le programme de mesures



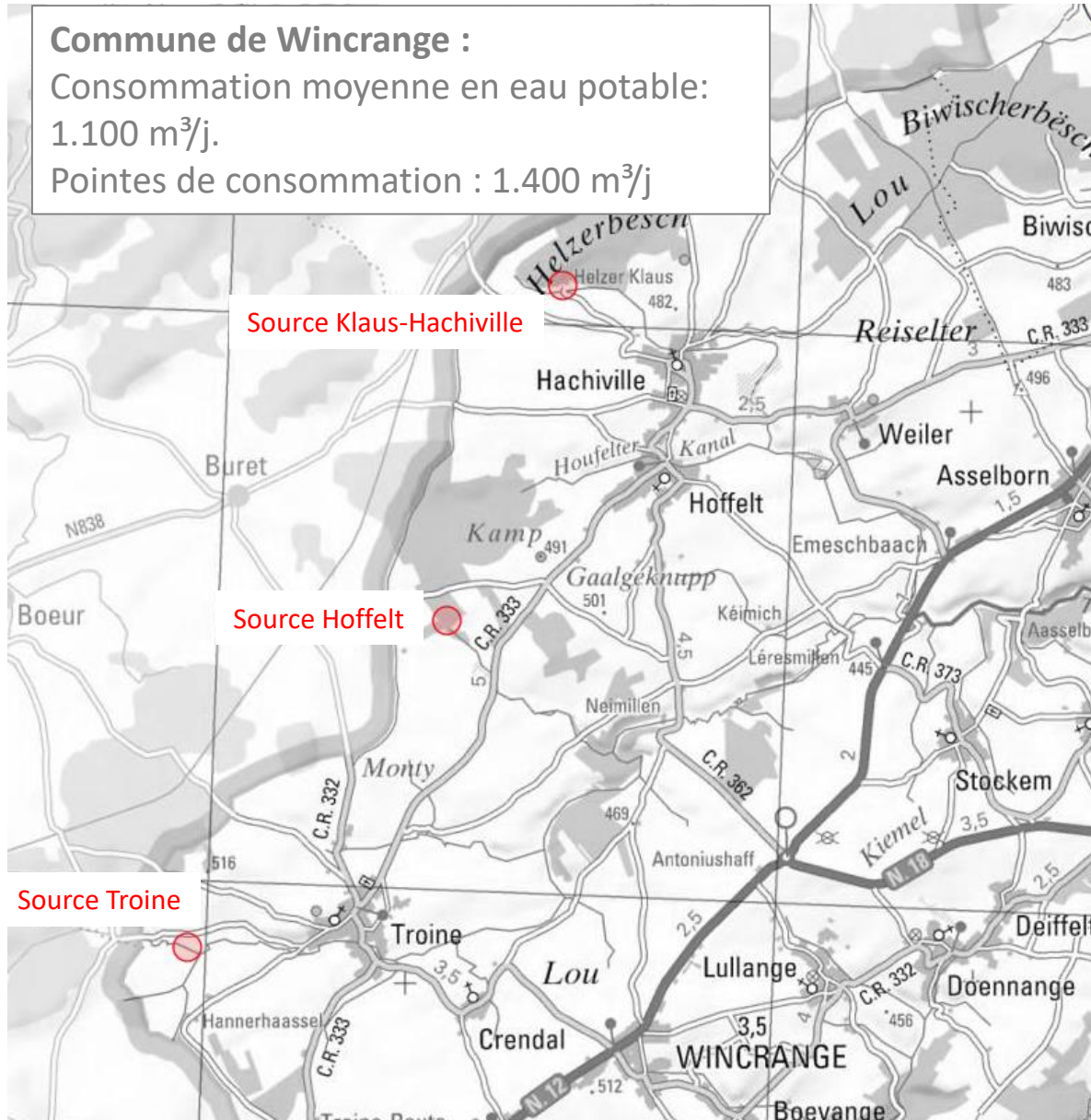
1. Les ressources en eau souterraine



Commune de Wincrange :

Consommation moyenne en eau potable:
1.100 m³/j.

Pointes de consommation : 1.400 m³/j



Source Hoffelt

357 m³/j

Source Troine

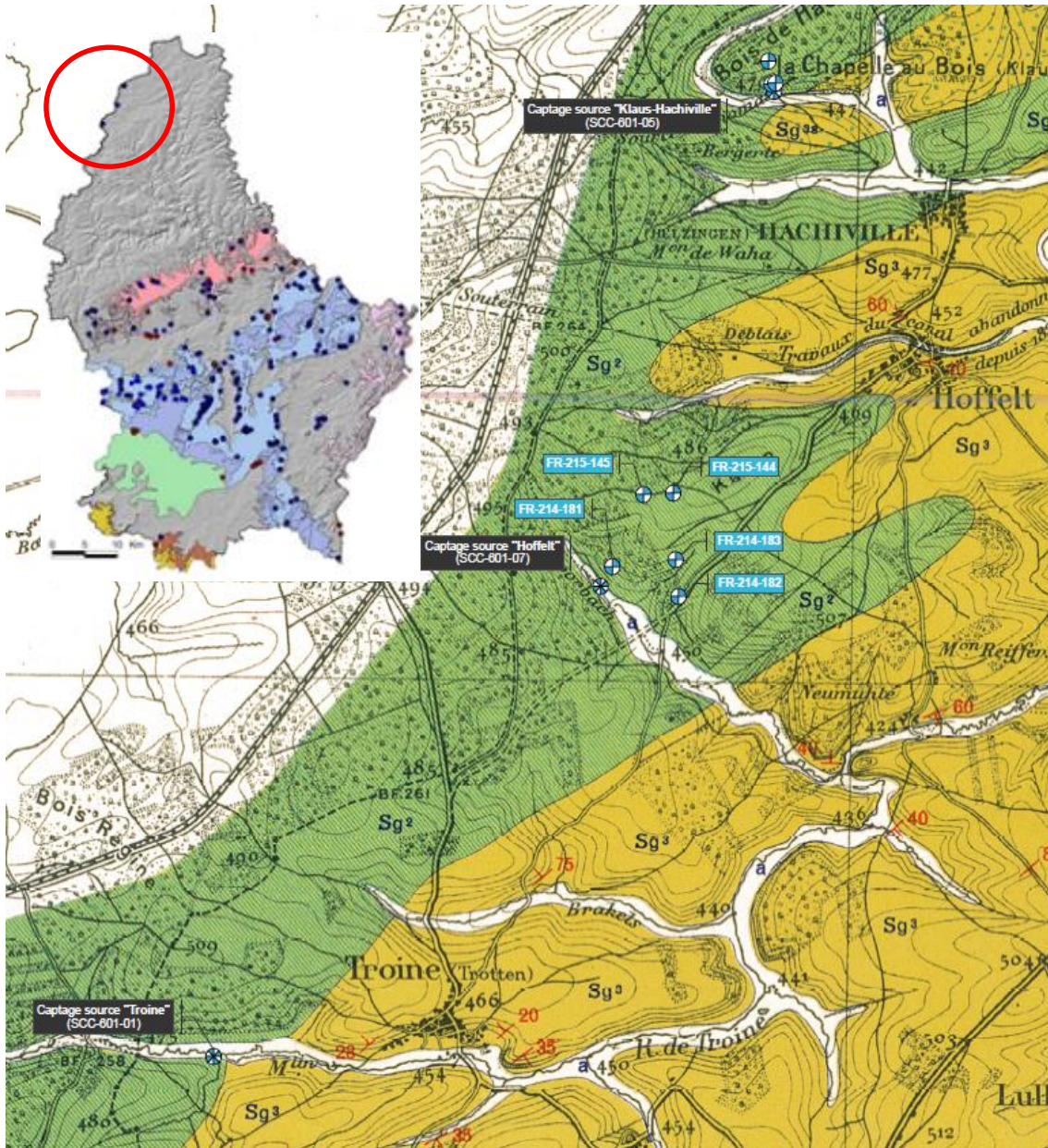
258 m³/j

Source Klaus-Hachiville

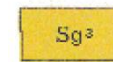
220 m³/j

**Cumul des débits moyens
des sources 835 m³/j
soit 75% de la
consommation moyenne**

1. Les ressources en eau souterraine



Dévonien inférieur - Unteres Devon



Sg³ Siegenien supérieur – Schiste compact, grossier, mal stratifié, avec de rares bancs de grès argileux



Sg² Siegenien moyen – Grès et schiste gréseux, compact

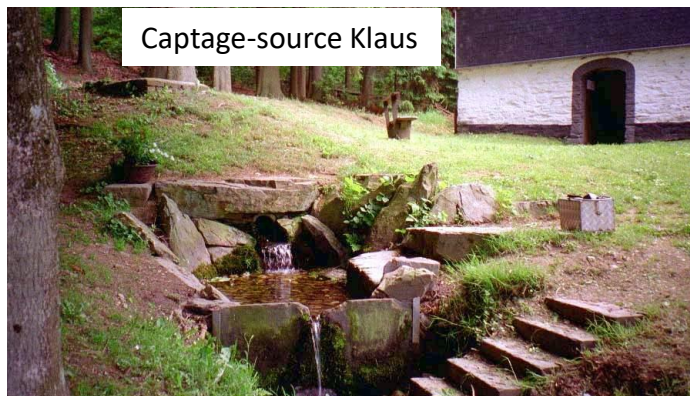
Aquifère exploité:

- Grès et schistes gréseux du Siegenien moyen (Sg2 - en vert)
- Aquifère présentant de fortes variations latérales avec des grès au Nord (source Klaus) qui évoluent vers des schistes au Sud.

1. Les ressources en eau souterraine



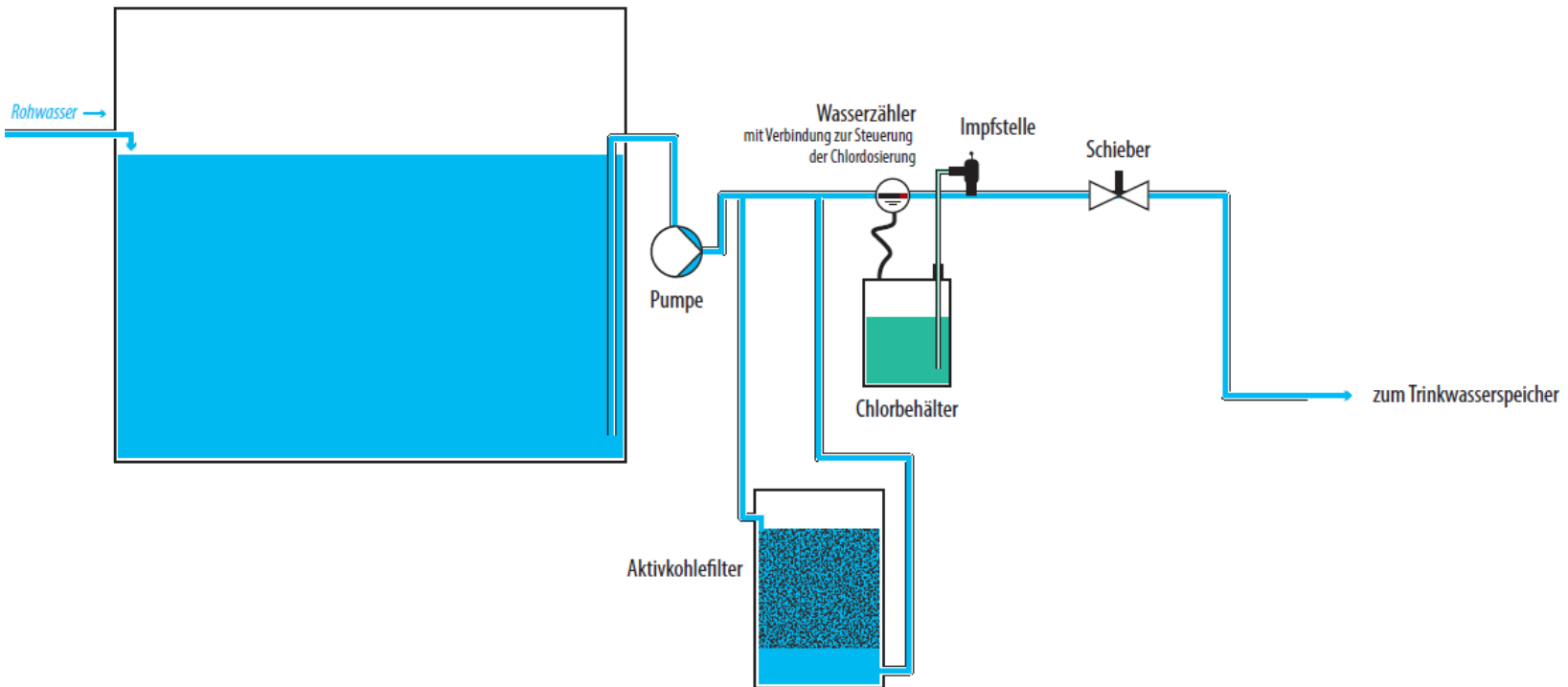
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



1. Les ressources en eau souterraine



Skizze Trinkwasseraufbereitung Quelle Troine



2. La qualité de l'eau potable

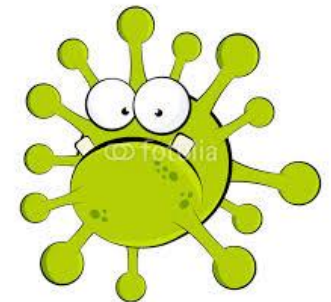


Eau conforme aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (**points conformité= robinet**):

« ...ne contient pas un **nombre** ou une **concentration** de **micro-organismes**, de **parasites** ou de **substances** constituant un **danger potentiel** pour la santé humaine »



Nr	Paramètres	Valeur paramétrique	Unité	Notes
1	Acrylamide	≤ 0,10	µg/l	Note 1
2	Antimoine	≤ 5,0	µg/l	
3	Arsenic	≤ 10	µg/l	
4	Benzène	≤ 1,0	µg/l	
5	Benzo(a)pyrène	≤ 0,010	µg/l	
6	Bore	≤ 1,0	mg/l	
7	Bromates	≤ 10	µg/l	Note 2
8	Cadmium	≤ 5,0	µg/l	
9	Chrome	≤ 50	µg/l	
10	Cuivre	≤ 1,0	mg/l	Note 3
11	Cyanures	≤ 10	µg/l	
12	1,2-dichloroéthane	≤ 3,0	µg/l	
13	Épichlorhydrine	≤ 0,10	µg/l	Note 1
14	Fluorures	≤ 1,5	mg/l	
15	Plomb	≤ 10	µg/l	Notes 3 et 4
16	Mercurure	≤ 1,0	µg/l	
17	Nickel	≤ 20	µg/l	Note 3
18	Nitrates	≤ 50	mg/l	Note 5
19	Nitrites	≤ 0,50	mg/l	Note 5
20	Pesticides	≤ 0,10	µg/l	Notes 6 et 7
21	Total pesticides	≤ 0,50	µg/l	Notes 6 et 8
22	Hydrocarbures aromatiques polycycliques	≤ 0,10	µg/l	Somme des concentrations en composés spécifiés; note 9
23	Sélénium	≤ 10	µg/l	
24	Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	≤ 10	µg/l	Somme des concentrations des paramètres spécifiés
25	Total trihalométhanes (THM)	≤ 50	µg/l	Somme des concentrations en composés spécifiés; note 10
26	Chlorure de vinyle	≤ 0,5	µg/l	Note 1



#1892122

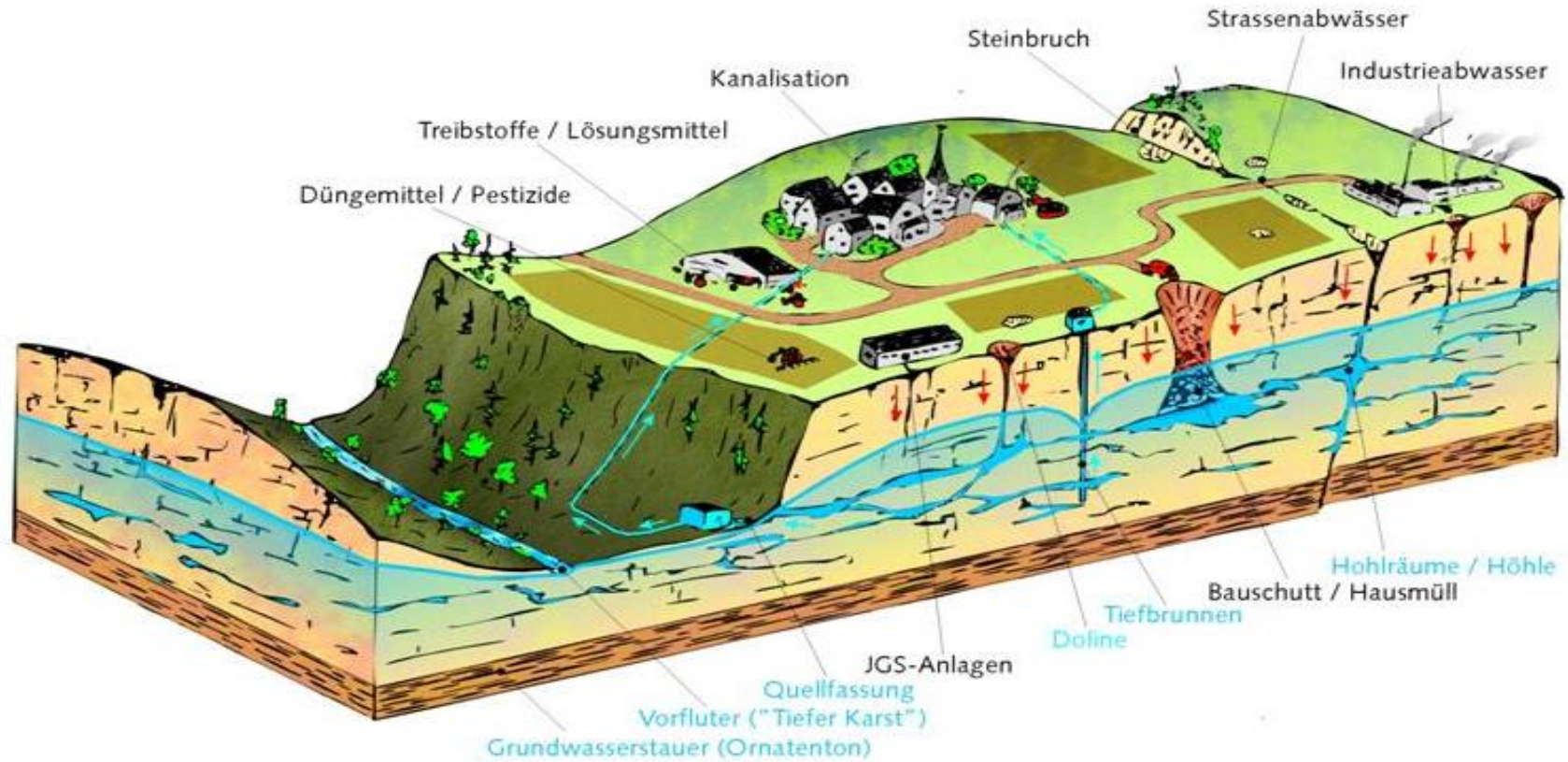
Nr	Paramètres	Valeur paramétrique
1	Escherichia coli (E. Coli)	0 / 100 ml
2	Entérocoques	0/100 ml

2. La qualité de l'eau



Captages	Qualité eau au captage (≠ robinet)	
	Limite de potabilité dépassée	Limite de potabilité à surveiller
Source Troine <i>(un traitement de l'eau avant sa distribution est nécessaire)</i>	<ul style="list-style-type: none">• Produits chimiques Métabolites d'herbicides: Métazachlore ESA : (max. 327 % limite eau potable) Métolachlore ESA: (max. 162 % limite eau potable)	<ul style="list-style-type: none">• Produits chimiques Nitrates: 84 % limite eau potable (concentration stable)• Microbiologie Germes
Source Hoffelt	<ul style="list-style-type: none">• Produits chimiques Métabolites d'herbicides: Métazachlore ESA : (max. 317% limite eau potable)• Microbiologie E.Coli	<ul style="list-style-type: none">• Produits chimiques Nitrates: 60 % limite eau potable (tendance à l'augmentation des concentrations)
Source Klaus		<ul style="list-style-type: none">• Produits chimiques Nitrates: 40 % limite eau potable (concentration stable) Métabolites d'herbicides: < limite de quantification• Microbiologie Germes

3. Les zones de protection



3. Les zones de protection



DÉLIMITATION DES ZONES DE PROTECTION

«So gross wie notwendig, so klein wie möglich»



■ CAPTAGE DE SOURCE

- ZONE I - ZONE DE PROTECTION IMMÉDIATE
- //// ZONE II-V1 - ZONE DE PROTECTION RAPPROCHÉE AVEC VULNÉRABILITÉ ÉLEVÉE
- ZONE II : ZONE DE PROTECTION RAPPROCHÉE
- ZONE III : ZONE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

3. Les zones de protection



Objectifs:

- 1) Eviter toute **pollution microbiologique** et l'arrivée de **polluants chimiques** à de fortes concentrations (**préservation** et **amélioration** de la qualité de l'eau)
- 2) Protection contre les installations et activités qui représentent **un risque important** pour les eaux souterraines suivant le **principe de précaution** (p.ex. extractions matériaux, entreprises artisanales et industrielles)
- 3) Permettre en cas de danger imminent de disposer de **suffisamment d'espace et de temps pour intervenir** et entreprendre les mesures d'assainissement nécessaires.

3. Les zones de protection – Délimitation de la zone III

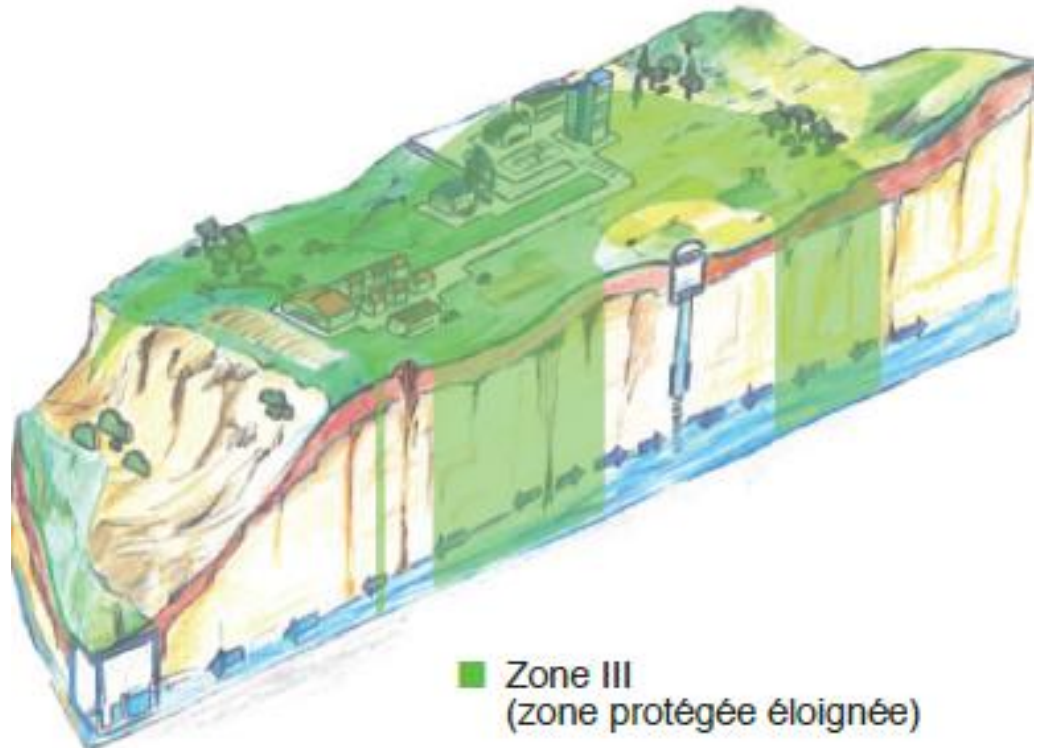


Zone III ↔ *ensemble de la zone d'alimentation des captages, qui est située sur le territoire luxembourgeois*

- Régime d'autorisation
- Interdictions de certaines activités (Intervention dans le nappe, constructions d'industries avec maniement de produits pouvant altérer la qualité de l'eau, etc.)



Mesures plus strictes si
dégradation de la qualité de l'eau



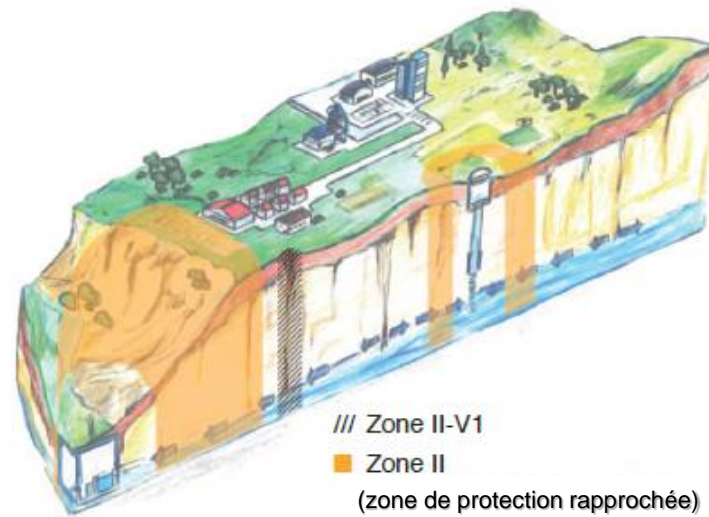
3. Les zones de protection – Délimitation de la zone II



Zone II : « limite 50 jours »: 350 mètres en amont des sources



Mesures plus strictes si
dégradation de la qualité de l'eau

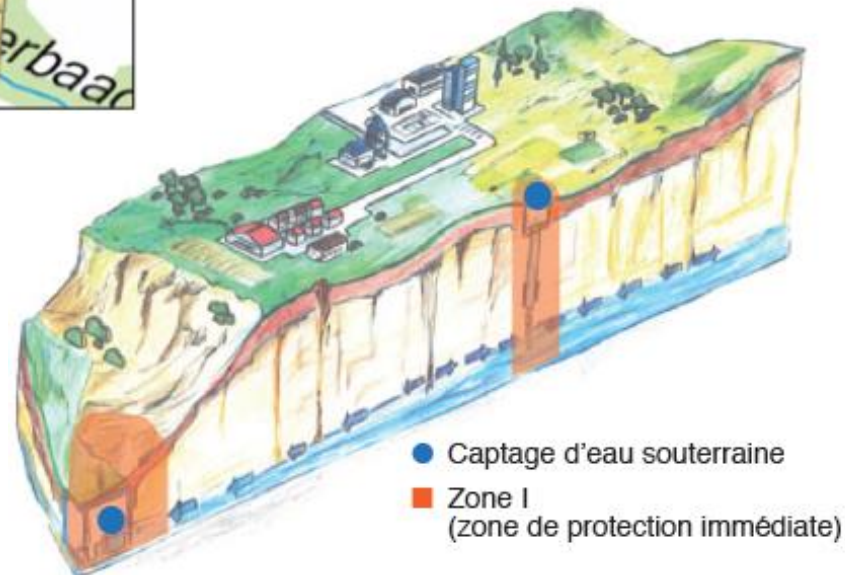
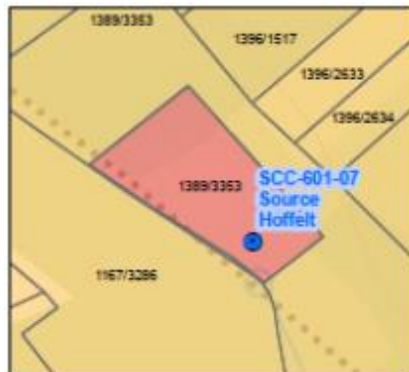


3. Les zones de protection



Zone I : 10-20 mètres en amont de chaque captage

- art 44, paragraphe 5, de la loi relative à l'eau : à l'intérieur de la zone I, sont interdits tous ouvrages, installations, dépôts, travaux ou activités à l'exception de ceux qui se rapportent à l'exploitation et à l'entretien de la zone et des ouvrages de captages.



3. Les zones de protection - Etapes



Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **enquête publique (sera lancée en mars/avril 2019)**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**

3. Les zones de protection – Dossier de délimitation (étape 1)



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Etude hydrogéologique réalisée par un bureau d'études spécialisé suivant les lignes directrices établies par l'AGE

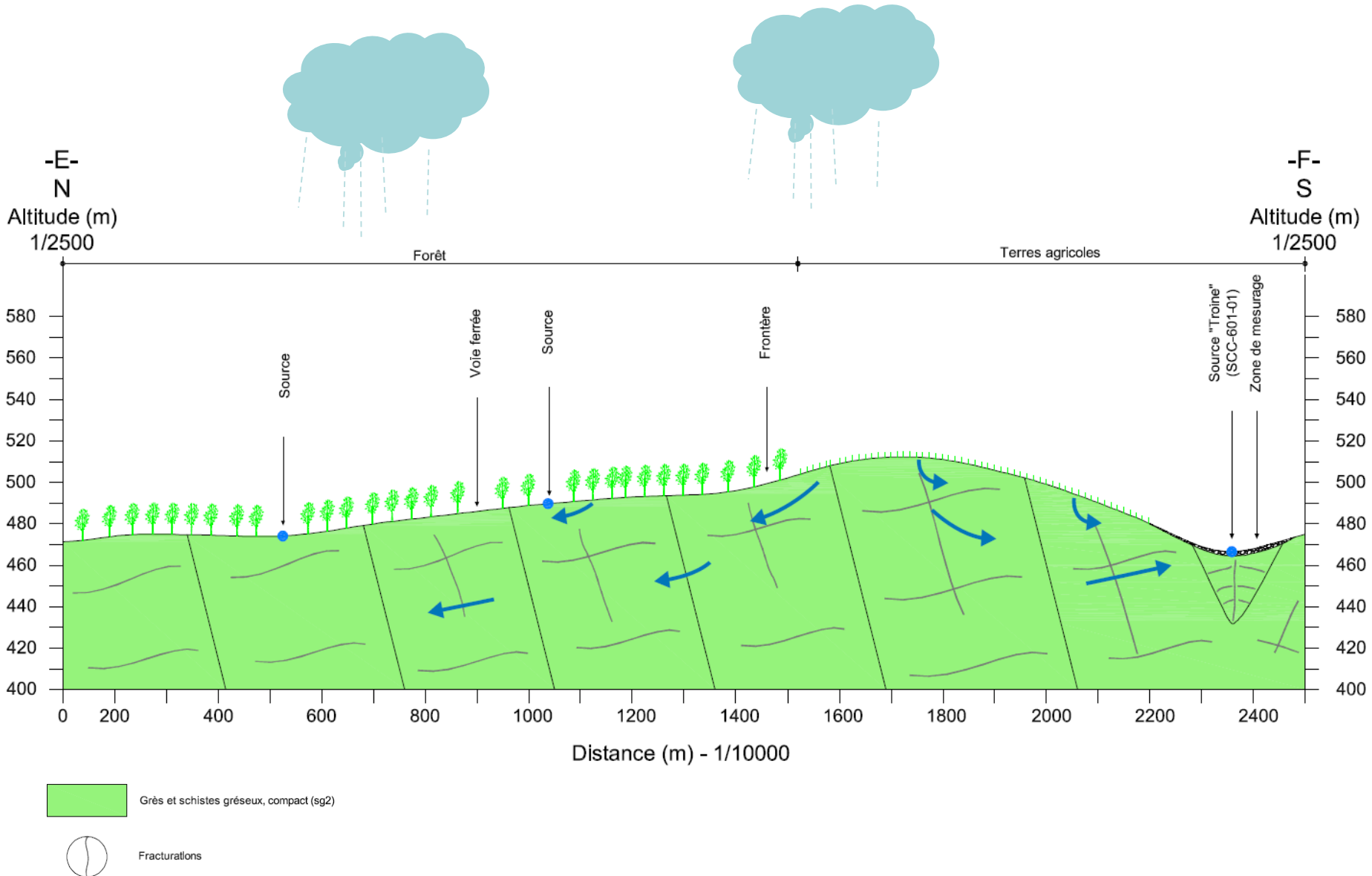


Photo d'un essai de traçage pour identifier une zone d'infiltration préférentielle et rapide des eaux de surface jusqu'à une source



Photo d'un piézomètre réalisé dans le cadre d'études de délimitation des zones de protection

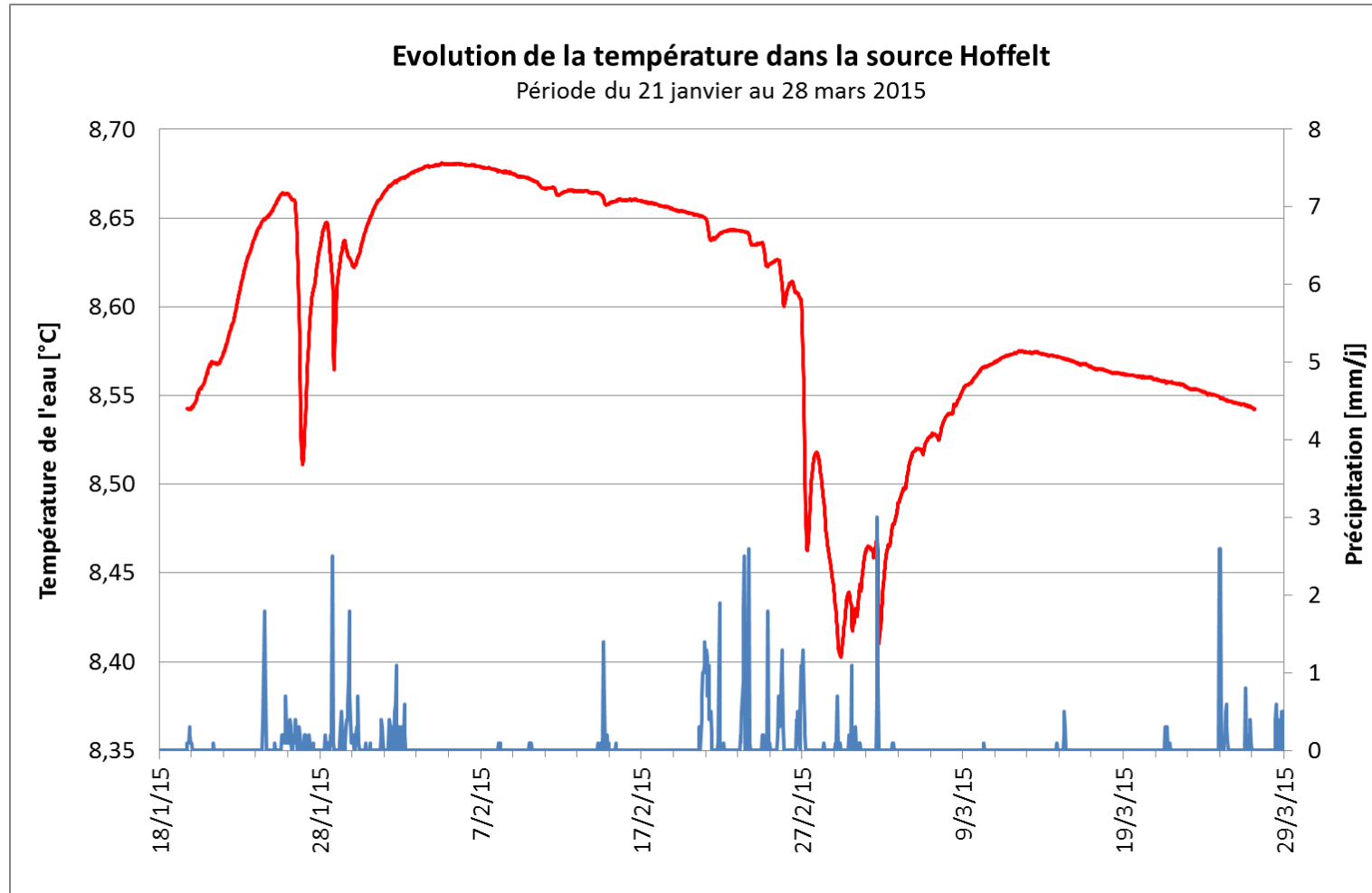
3. Les zones de protection – Dossier de délimitation (étape 1)



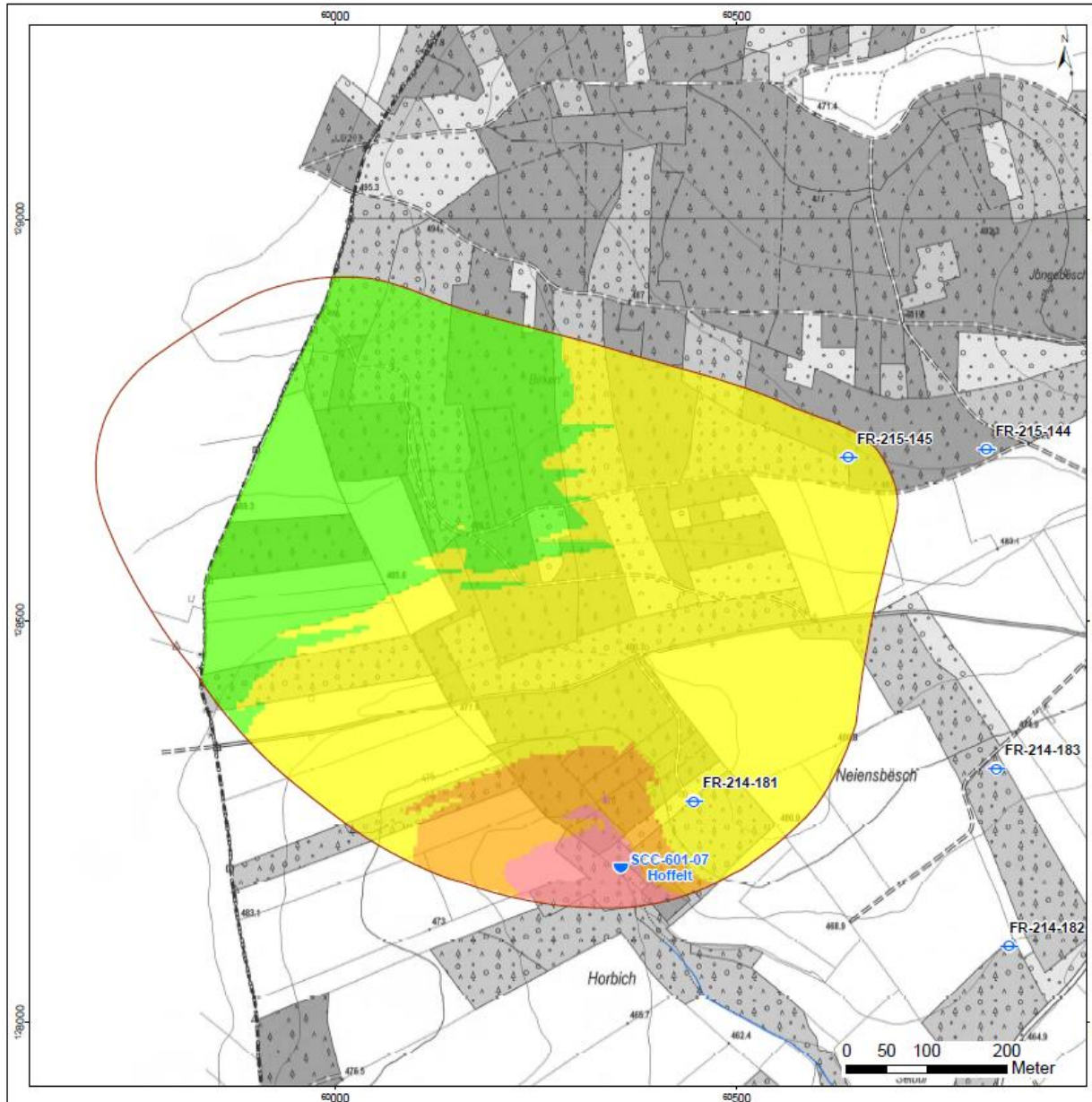
3. Les zones de protection – Dossier de délimitation (étape 1)





Source Hoffelt: Perturbation des eaux captées lors d'évènements pluviométriques.




3. Les zones de protection – Dossier de délimitation (étape 1)




 Quelle

 Grundwassermessstelle

 Einzugsgebiet

Schutzfunktion der Deckschichten*

 sehr gering

 gering

 mittel

 hoch

3. Les zones de protection – Source Hoffelt



Surface totale: 0,61km²





Zone I: 0,2%

Zone II-V1: 0%

Zone II: 58,9%

Zone III: 40,9%

Zones de protection

-  Zone de protection immédiate (zone I)
-  Zone de protection rapprochée (zone II)
-  Zone de protection rapprochée (zone II-V1)
-  Zone de protection éloignée (zone III)



3. Les zones de protection – Source Helzer Klaus



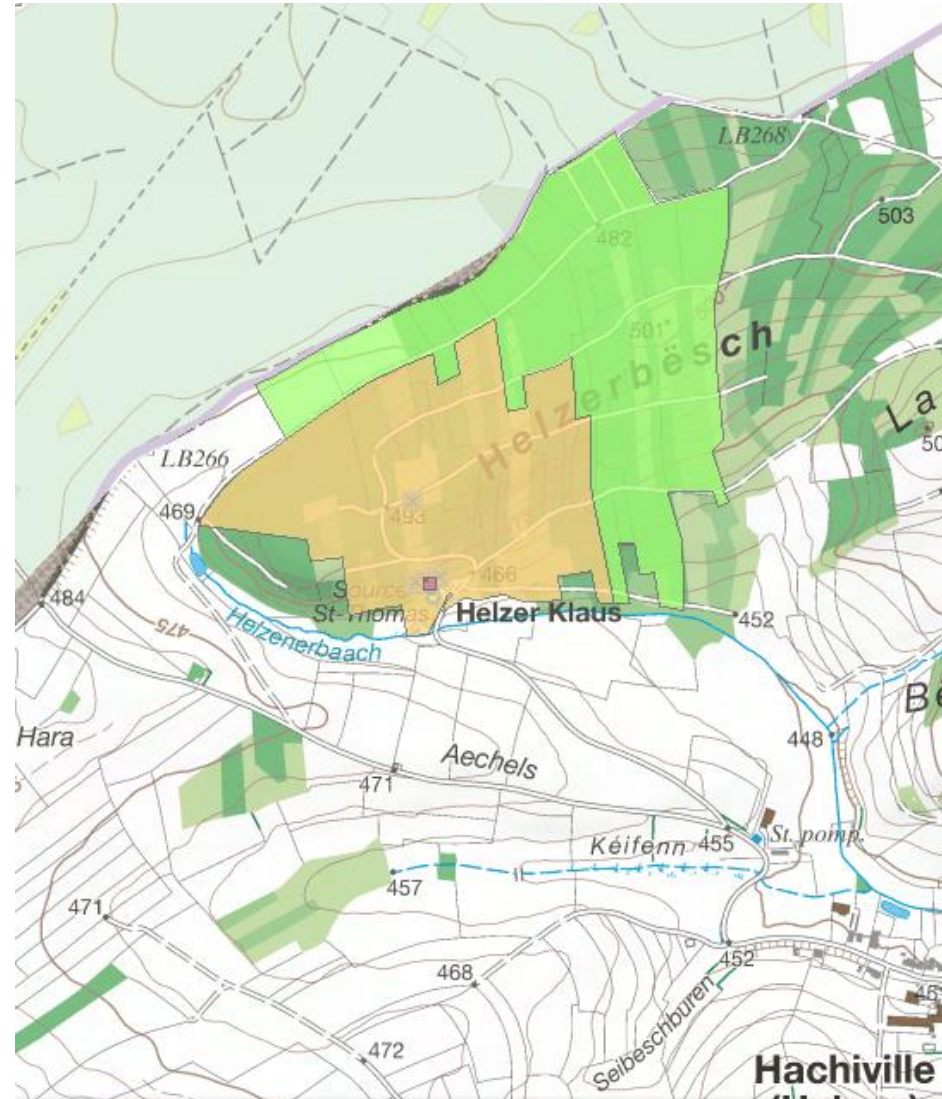
Surface totale: 0,48 km²

Zone I: 0,1%





Zone II-V1: 0%

Zone II: 46,8%

Zone III: 53,1%



Zones de protection

-  Zone de protection immédiate (zone I)
-  Zone de protection rapprochée (zone II)
-  Zone de protection rapprochée (zone II-V1)
-  Zone de protection éloignée (zone III)

3. Les zones de protection – Source Troine



Surface totale: 0,46 km²

Zone I: 0,1%

Zone II-V1: 0%

Zone II: 52%

Zone III: 47,6%



3. Les zones de protection – Délimitations/parcelles



➤ Délimitation par parcelles cadastrales



3. Les zones de protection – Occupation du sol



Hoffelt



Troine

Occupation du sol			
	Hoffelt	Klaus	Troine
Zones forestières	58 %	91,4%	12%
Prairies mésophiles	19,5%	5,1%	16%
Terres agricoles	21,2 %	- %	70%
Zones d'habitation, zones d'activités et infrastructures	1,3%	2,7%	0,9%
Autres (vergers, roselières, plan d'eau)	- %	0,8%	0,22%



Klaus

3. Les zones de protection - Etapes



Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **enquête publique (sera lancée en mars/avril 2019)**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**

3. Les zones de protection



Les mesures obligatoires :

RGD du 9 juillet 2013 fixant les mesures administratives dans les zones de protection

RGD portant création de zones de protection

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

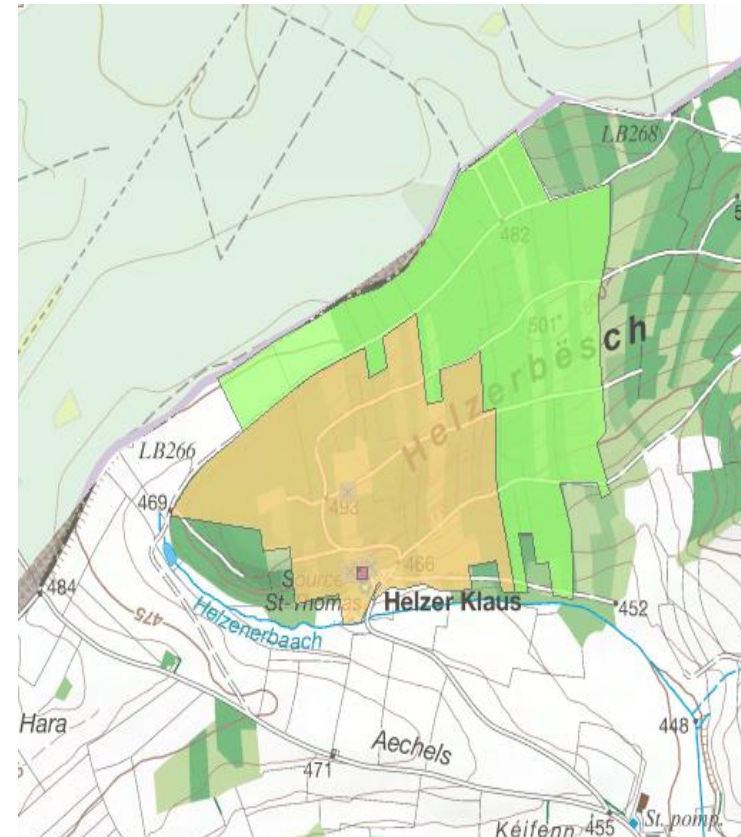
RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 141 18 juillet 2013

ANNEXE I

+	autorisé
-	interdit
a	soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
r	réglementé par les règlements grand-ducaux portant création des zones de protection spécifiques

	Zone II - VI	Zone II	Zone III
1. Industrie et commerce			
1.1 Désignation de nouvelles zones industrielles	-	-	a
1.2 Désignation de nouvelles zones d'activités	-	-	a
1.3 Construction, extension substantielle ¹ , transformation substantielle ² et exploitation d'installations avec manègement et stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau ¹	-	-	a
1.4 Construction, extension substantielle ¹ , transformation substantielle ² et exploitation d'installations industrielles dans lesquelles des produits pouvant altérer la qualité de l'eau sont maniés (p. ex. raffineries, sidérurgie, industrie chimique, centrale énergétique)	-	-	-
1.5 Construction, extension substantielle ¹ , transformation substantielle ² et exploitation de conduites de transport pour substances pouvant altérer la qualité de l'eau, à l'exception des égouts et des conduites d'eaux usées	-	-	a
1.6 Lubrifiants et huiles de décoffrage	-	-	a



- Mesures valables dans l'ensemble des zones.

- Définition des mesures spécifiques à une zone de protection donnée en fonction des problèmes qualitatifs et des risques identifiés

4. Les mesures de protection



Sylviculture

- Accès aux chemins agricoles et forestiers restreint ;
- Précautions pendant les travaux en forêt (ravitaillement, huile biodégradable, etc.) ;
- Coupes rases < 25 ares;



4. Les mesures de protection principales



Infrastructures routières

- Meilleures techniques de construction en zone de protection ;
- Interdiction du transit de transport de substances dangereuses sur les différents chemins et routes



4. Les mesures de protection principales



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Produits phytopharmaceutiques (espaces privés et publics):

- Utilisation de produits phytopharmaceutiques interdite en zone II
- Liste de produits interdits en zone III (RGD de 2013) (glyphosate, bentazone, terbuthylazine, S-métolachlore, métazachlore, diuron,...)



4. Les mesures de protection principales



Exploitations agricoles

Mesures	Zone II	Zone III
Application de produits phytopharmaceutiques	Interdiction*	Limitée
<u>Prairies et pâturages permanents:</u> Epannage d'engrais organiques	Interdiction*	130 kg Norg/Jahr/ha*
<u>Prairies et pâturages permanents:</u> Epannage de fertilisant azotés disponible	170 N tot/an/ha*	
<u>Terres arables:</u> Epannage d'engrais organiques	Interdiction*	130 kg Norg/an/ha*
<u>Terres arables:</u> Epannage de fertilisant azotés disponible	150 N tot/an/ha*	
Conversion de prairies permanentes en terres arables	Interdiction	Interdiction

***Dérogations possibles** sous certaines conditions:

- pas de détérioration de la qualité de l'eau (surveillance obligatoire)
- Participation à des **mesures agro-environnementales** ou autres mesures de protection;
- **contrat de coopération** entre agriculteur et fournisseur d'eau potable

4. Les mesures de protection principales



Exploitations agricoles

Construction de silos, réservoirs à purin/lisier, étables dans les zones de protection :

Zone II: Uniquement transformation, pas de nouvelles constructions

Zone III: soumis à autorisation



Quelle: Jochen Hüther TÜV Rheinland

Aire de vidange/remplissage:

Surface imperméable, récupération séparée de l'eau de pluie



Abb. Quelle: Ökobit

Membranes imperméables

4. Les mesures de protection principales



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Maniement/stockage de produits pouvant altérer la qualité de l'eau Niveau domestique

- Cuves à mazout à double paroi et avec détecteur de fuites et avertisseur de remplissage (délai 5 ans)
- Favoriser si possible les sources d'énergies alternatives (Mais **pas de forages géothermiques !**)





Recherche adresse, parcelles, couches

COUCHES

Couche de fond: Carte topographique

MES COUCHES (2)

CATALOGUE

THÈME: GRAND PUBLIC

CHANGER

DONNÉES DE BASE

POINTS D'INTÉRÊT (EDITUS)

INFRASTRUCTURE ET COMMUNICATION

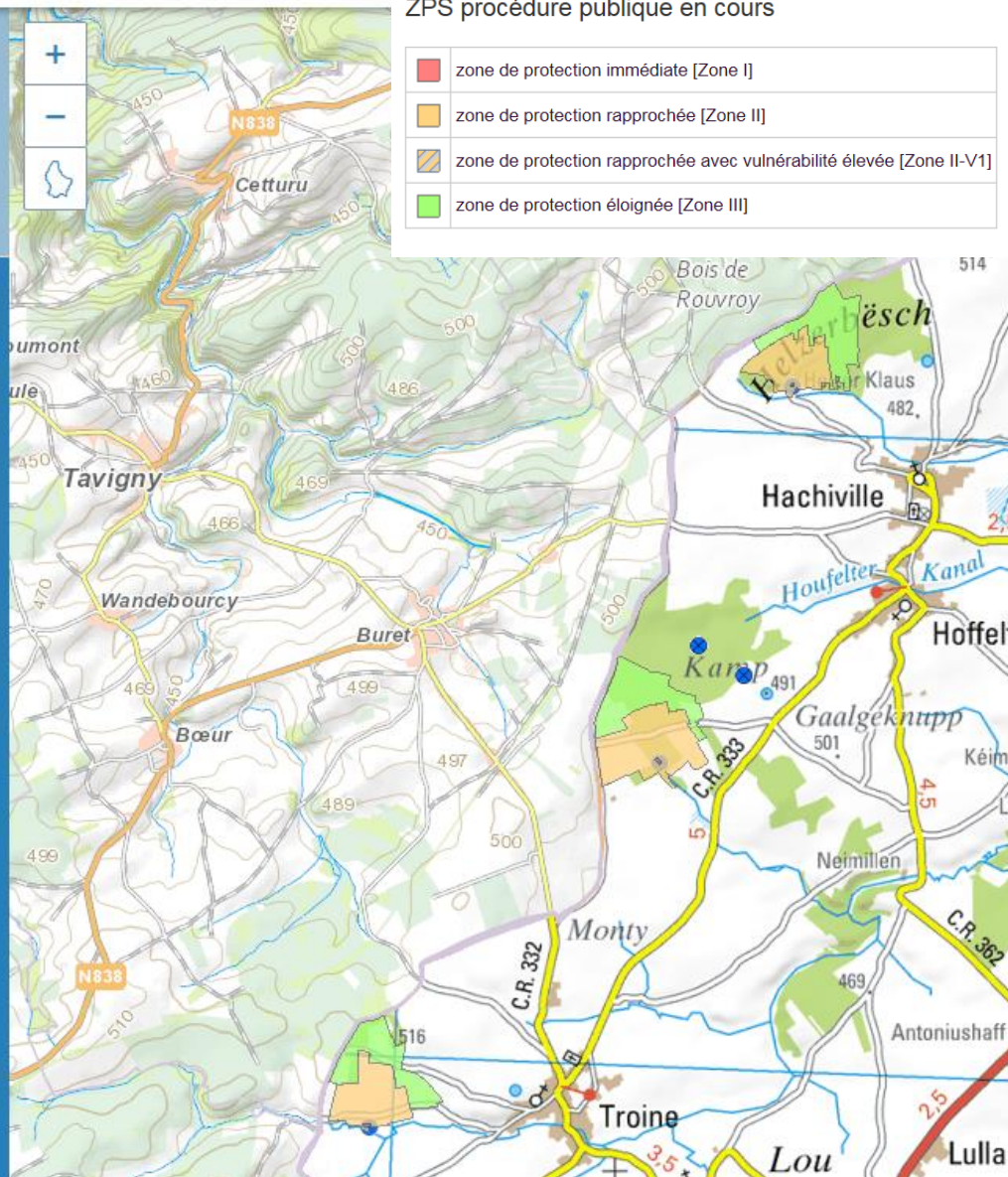
COUVERTURE DU SOL

ENVIRONNEMENT, BIOLOGIE ET GÉOLOGIE

RÉSULTATS DU PROTOTYPE LIDAR DE L'A.C.T.

ZPS procédure publique en cours

	zone de protection immédiate [Zone I]
	zone de protection rapprochée [Zone II]
	zone de protection rapprochée avec vulnérabilité élevée [Zone II-V1]
	zone de protection éloignée [Zone III]





Etapes de délimitation

Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **Enquête publique**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**
(à établir par le fournisseur d'eau potable)

5. Le programme de mesures



Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: **Création d'un avant-projet de RGD** + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **Enquête publique**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Restrictions et mesures obligatoires

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**

Mesures volontaires

Possibilité de dérogations



- **Mesures administratives**
 - Autorisations

- **Mesures obligatoires**
 - Mesures fixées dans un règlement grand-ducal ou une autorisation

- **Mesures volontaires**

- **Mesures de suivi (begleitende Maßnahmen)**

Surveillance de la qualité de l'eau, contrôle de l'efficacité des mesures appliquées, campagnes de sensibilisation

Règlement
grand-ducal

Programme de
mesures



Beispiel landwirtschaftlicher Maßnahmen

- **Kooperationen mit dem Trinkwasserversorgern** (Bedingung Ausnahmeregelung Règl. grand-ducal)
- **Betriebliche Beratung**
 - Beratungsmodule (Bedingung Ausnahmeregelung Règl. grand-ducal)
- **Flächendeckende Maßnahmen;**
 - Agrar-Umweltprogramme (Bedingung Ausnahmeregelung Règl. grand-ducal)
- **Infrastrukturelle Maßnahmen;**
 - Investitionsbeihilfen
- **Aufbau von neuen Absatzwegen:**
 - Sensibilisierung alternative Produkte
 - Öffentlichkeitsarbeit
 - Kohärente Absatzpolitik (Produktion → Verkauf)
 - Nachhaltige Absatzwege (langfristig gewinnbringend)
- **Anschaffung gemeinschaftlichen Gerätschaft zur Förderung wasserschonender Kulturen und Bewirtschaftungsverfahren**

5. Le programme de mesures



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



WAASSERSCHUTZBERODUNG
UN SERVICE DE L'AGRICULTURE



5. Le programme de mesures



FÖRDERFIBEL

zur Finanzierung von Maßnahmen zum Schutz und zur Verbesserung der Wasserqualität in Trinkwasserschutzgebieten im Großherzogtum Luxemburg aus Mitteln des FGE (Teil Grundwasser)

Version: 1.0 (März 2018)

ADMINISTRATION DE LA GESTION DE L'EAU

Nr.	Maßnahmen	Erläuterung	Förderung FGE
FMFL-13	Gemeinschaftliche Infrastrukturmaßnahmen	Waschplätze für Fahrzeuge, Sammelstellen für Gefahrengüter, Sammelstellen für gemeinschaftlichen Abtransport von extensiven Nischenproduktionen, Lagerhallen für gemeinschaftliche Gerätschaften etc.	75% FGE 0% MAVPC
FMFL-14	Arbeiten für Arbeitsgruppen	Entschädigung	
Beratungsmodule			
FMFL-15	Modul 1 (800 € + 125 € Biogas) Erstellung Düngplan	Optimierung, Planung und Einbindung der Gesetzlichen Rahmenbedingungen, Parzellenpass, Bodenproben	80% MAVPC 15 % FGE
FMFL-16	Modul 2 (500 €) Wasserschutzberatung	Umsetzung Maßnahmenkatalog, Information Landwirte über Einschränkungen und Möglichkeiten in ausgewiesenen Wasserschutzgebieten	50% MAVPC 38% FGE
FMFL-17	Modul 3 (1000 €) Naturschutzberatung	Beratung hinsichtlich Natura 2000 Gebiete, Biotope, Habitate	100% MAVPC
FMFL-18	Modul 4 (64 €) Greeningberatung	Auswahl Greeningfläche & Greeningmaßnahme	80% MAVPC 15 % FGE
FMFL-19	Modul 5 (1500 €) integrierte Beratung	Betriebsspiegel (Wasserschutz / Naturschutz) Ist Situation des Betriebes aufnehmen	80% MAVPC 15% FGE
FMFL-20	Modul 6 (800 €) Energie- & Nährstoffbilanzen	Schlagspezifische Nährstoffbilanzierung	80% MAVPC 15% FGE
FMFL-21	Modul 7 (480 €) Grünlandberatung	Analysen Grünlandbestand, Fütterungstechnik	80% MAVPC 15% FGE
FMFL-22	Modul 8 (480 €) Leguminosenberatung	Anbauberatung für Leguminosen	80% MAVPC 15% FGE
FMFL-23	Modul 9 (260 €) Ackerbauberatung	Fruchtfolge, PSM, Feldbegehungen	50% MAVPC 38% FGE
FMFL-24	Module 10 (750 €); 11(1250 €) Kartoffelbau	10 Prognosemodell Blattlaus 11 Kulturführung	100% MAVPC 50% MAVPC 38% FGE
FMFL-25	Teilmodule 12 (400 €) Milchvieh- und Zuchtberatung	Futterqualität und Quantität	50% MAVPC 38% FGE
FMFL-26	Modul 15 (1500 €) Umstellung biologische Landwirtschaft	Machbarkeitsstudie, Umstellungseignung Ökonomische Aspekte	100% MAVPC
FMFL-27	Modul 16 (1500 €; max.3 Jahre) biol. Landwirtschaft	Begleitung /Beratung während der Umstellungsphase	100% MAVPC
FMFL-28	Modul 17 biol. Landwirtschaft	Ökonomische/technische/gesetzliche Rahmenbedingungen	80% MAVPC 15% FGE

ARBEITSHILFE

für die Erstellung und Umsetzung von Maßnahmenprogrammen in Trinkwasserschutzgebieten im Großherzogtum Luxemburg (Teil Grundwasser)

Version: 1.0 (März 2018)

ADMINISTRATION DE LA GESTION DE L'EAU

<https://waasser.lu/>



Tom Schaul & Magali Bernard

Jeanne Hennicot – volet agricole

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau

Division des eaux souterraines et des eaux potables

1, avenue du Rock'n'Roll . L – 4361 Esch-sur-Alzette

Tél. (+352) 24 556 500 . FAX (+352) 24 556 7500

E-mail : potable@eau.etat.lu



Zones de protection des eaux souterraines destinées à la consommation humaine

Prochaines démarches
et soutien étatique

Carole Dieschbourg

Ministre de l'Environnement, du Climat et
du Développement durable

Réunion d'information du public

Wincrange

07.03.2019



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Enquête publique du projet de règlement grand-ducal

- Dépôt des dossiers pendant 30 jours à la maison communale;
- Eventuelles objections au projet à adresser au conseil communal;
- Avis Conseil Communal à transmettre à la Ministre pour évaluation;
- Avis demandés au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles.



Règlement grand-ducal du 6 juin 2018 instituant un régime d'aide sur les parcelles agricoles situées dans les zones de protection des eaux (dès la création des zones de protection) :

- ✧ Zone II-V1: 275 €/hectare
- ✧ Zones II et III : cultures arables: 120 €/hectare
- ✧ Zones II et III : prairies permanentes: 80 €/hectare

Régime d'aide indépendamment des mesures volontaires



Etapes de délimitation

Etape 1: Etablissement d'un **dossier de délimitation** comprenant une étude hydrogéologique (approche unique selon Guide Pratique)

Etape 2: Création d'un avant-projet de RGD + soumission pour approbation au Conseil de gouvernement

Etape 3: Projet de RGD soumis pour avis au Conseil d'Etat et aux chambres professionnelles + **Enquête publique**

Etape 4: Création des zones par **Règlement grand-ducal**

Etape 5: Elaboration et mise en œuvre des **programmes de mesures**
(à établir par le fournisseur d'eau potable)



➤ Etablissement du programme de mesure:

➔ Prise en charge jusqu'à 75% par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE)

➤ Mise en œuvre du programme de mesure:

➔ Prise en charge jusqu'à 75% par FGE des mesures *y compris les mesures agricoles*, en considérant certains critères:

- **pas de mesures obligatoires** fixées dans les règlements grand-ducaux;
- **priorités** élaborés lors de l'établissement du programme (vulnérabilité pollution, risques);
- **pas de double financement** avec d'autres soutiens étatiques;

Exemple: mesures agri-environnementales applicables dans les zones de protection

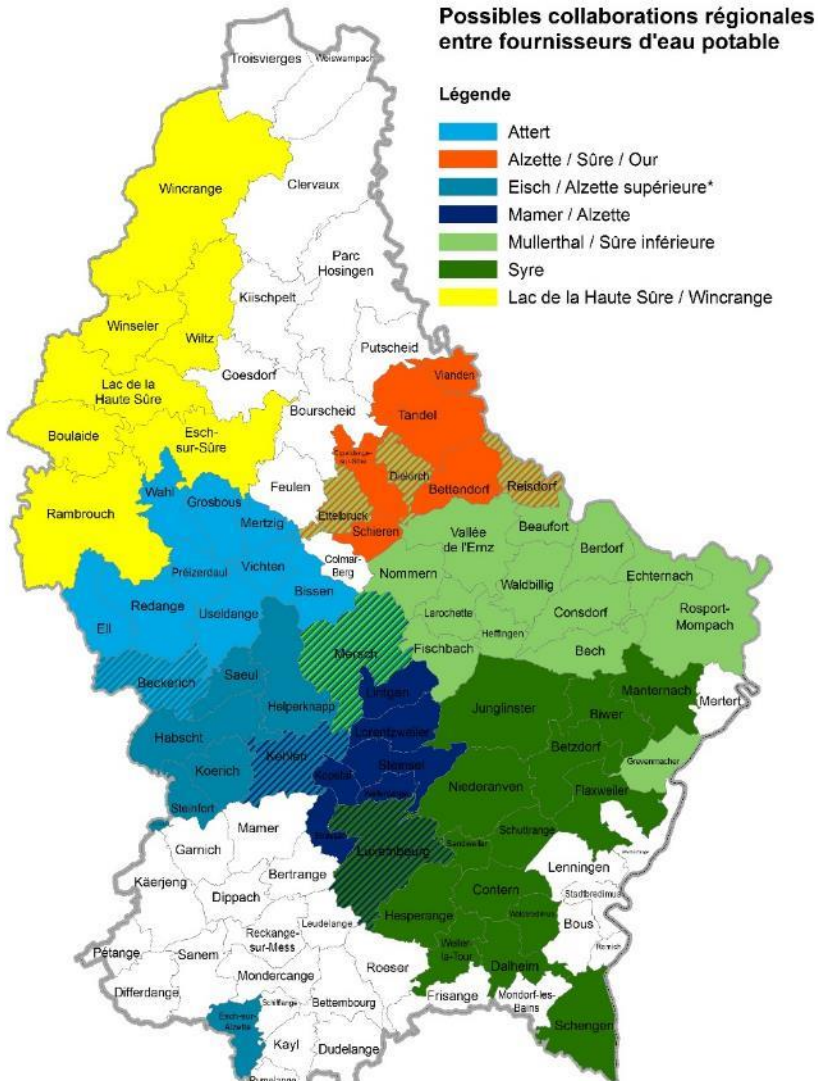
➔ *à activer au maximum!*

- pas d'impacts nocifs sur d'autres ressources naturelles et le climat;
- la collaboration régionale est favorisée;

➤ Coûts cumulés éligibles à co-financement FGE, **plafonnés à 6 Mio. €/an**. Distributions régionales en fonction des montants collectés par la taxe de prélèvement (0,125€/m³)

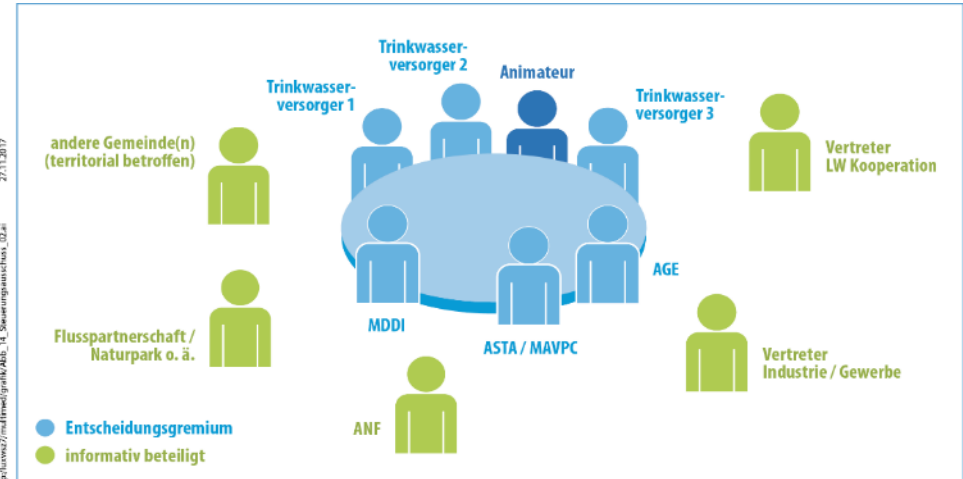


Collaborations régionales



* en collaboration avec région Eisch étant donné que la région fait partie du réseau de distribution du syndicat SES

Comité de suivi:



Un « animateur » est responsable de la gestion du programme de mesure pour le compte des fournisseur d'eau potable:

- **acteur implanté dans la région**
(p.ex. Naturpark Mëllerdall, DEA, SEBES)
- **éligible à un co-financement par le FGE:**
75%, 100% en phase pilote



Les démarches pour la mise en place:

- ✧ **Partenariats** fournisseurs **eau potable/communes territorialement concernées;**
- ✧ **Coopérations agricoles** entre fournisseurs d'eau potable et agriculteurs;

sont possibles dès à présent, avant l'entrée en vigueur des règlements grand-ducaux.

MERCI FIR ÄREN INTRESSI !



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

